

Chambre des Représentants

SESSION 1958-1959.

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant
les finances provinciales et communales.

PROJET
TRANSMIS PAR LE SÉNAT (1).

CHAPITRE PREMIER.

Modifications à la loi du 24 décembre 1948 concernant les
finances provinciales et communales.

Article premier.

Dans l'article 9, premier alinéa, 1°, remplacé par l'article 2 de la loi du 4 avril 1958, les mots « 2 180 000 000 de francs » sont remplacés par les mots « 1 806 000 000 de francs ».

Art. 2

Les quotités mentionnées à l'article 11, alinéa liminaire, à l'article 12, § 1 et § 2, premier alinéa, et à l'article 13, modifiés notamment par l'article 4 de la loi du 4 avril 1958, ainsi qu'à l'article 15, modifié par l'article 6 de la loi du 3 juillet 1956 sont remplacées par les quotités suivantes :

1° à l'article 11 : « 36,60 centièmes » au lieu de « trente-quatre centièmes »;

2° à l'article 12, § 1 et § 2, premier alinéa : « 7,54 centièmes » au lieu de « sept centièmes »;

3° à l'article 13 : « 4,31 centièmes » au lieu de « quatre centièmes »;

(1) Voir :

Documents du Sénat :

215 (1958-1959) : Projet de loi.
262 (1958-1959) : Rapport.
264 (1958-1959) : Amendements.

Annales du Sénat :

7 juillet 1959.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1958-1959.

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 24 december 1948
betreffende de gemeentelijke en provinciale
financiën.

ONTWERP
DOOR DE SENAAT OVERGEZONDEN (1).

EERSTE HOOFDSTUK.

Wijzigingen in de wet van 24 december 1948 betreffende
de gemeentelijke en provinciale financiën.

Eerste artikel.

In artikel 9, eerste lid, 1°, vervangen door artikel 2 van de wet van 4 april 1958, worden de woorden « 2 180 000 000 frank » vervangen door de woorden « 1 806 000 000 frank ».

Art. 2

De quota's vermeld in artikel 11, inleidend lid, in artikel 12, § 1 en § 2, eerste lid, en in artikel 13, onder meer gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 4 april 1958, zomede in artikel 15, gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 3 juli 1956, worden door de navolgende quota's vervangen :

1° in artikel 11 : « 36,60 honderdste » in plaats van « vierendertig honderdste »;

2° in artikel 12, § 1 en § 2, eerste lid : « 7,54 honderdste » in plaats van « zeven honderdste »;

3° in artikel 13 : « 4,31 honderdste » in plaats van « vier honderdste »;

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

215 (1958-1959) : Wetsontwerp.
262 (1958-1959) : Verslag.
264 (1958-1959) : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

7 juli 1959.

4° à l'article 15 : « 22,61 centièmes » au lieu de « vingt et un centièmes ».

Art. 3.

L'article 14, modifié par l'article 5 de la loi du 9 avril 1955 et par l'article 5 de la loi du 3 juillet 1956, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 14. — § 1. 2,69 centièmes du Fonds sont répartis au prorata de la charge nette des dépenses des beaux-arts et des cultes.

» § 2. 7,95 centièmes du Fonds sont répartis au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique. »

Art. 4.

L'article 15bis, inséré par l'article 7 de la loi du 3 juillet 1956 et remplacé par l'article 5 de la loi du 4 avril 1958, est modifié comme suit :

« 1° au premier alinéa, les mots « dix centièmes » sont remplacés par les mots « 10,76 centièmes »;

» 2° le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

» Les quotités de ces deux tranches sont fixées respectivement à 6,46 et 4,30 centièmes. »

Art. 5.

Dans l'article 27, premier alinéa, modifié par l'article 3 de la loi du 20 juin 1956, les mots « 742 500 000 francs » sont remplacés par les mots « 647 000 000 de francs ».

Art. 6.

Dans les articles 28, premier alinéa, et 29, remplacés par les articles 13 et 14 de la loi du 3 juillet 1956, les mots « dix-sept centièmes » sont remplacés par les mots « 19,51 centièmes ».

Art. 7.

L'article 30, remplacé par l'article 15 de la loi du 3 juillet 1956, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 30. — 60,98 centièmes du Fonds sont répartis comme suit :

» 1° 3,44 centièmes au prorata de la charge nette des dépenses d'hygiène publique;

» 2° 3,33 centièmes au prorata de la charge nette des dépenses des beaux-arts;

» 3° 27,82 centièmes au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique;

» 4° 26,39 centièmes au prorata de la charge nette de la dette, non comprise la charge des ouvertures de crédits et des emprunts de trésorerie non consolidés. »

CHAPITRE II.

Dispositions transitoires.

Art. 8.

Pour les exercices 1959 et 1960, la tranche du Fonds des communes visée au § 2 de l'article 14, de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 3 de la présente loi, sera répartie au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction.

4° in artikel 15 : « 22,61 honderdste » in plaats van « eenentwintig honderdste ».

Art. 3.

Artikel 14, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 9 april 1955 en bij artikel 5 van de wet van 3 juli 1956, wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« Art. 14. — § 1. 2,69 honderdste van het Fonds wordt verdeeld naar rato van de nettolast der uitgaven voor schone kunsten en erediensten.

» § 2. 7,95 honderdste van het Fonds wordt verdeeld naar rato van de nettolast der uitgaven voor openbaar onderwijs. »

Art. 4.

Artikel 15bis, door artikel 7 van de wet van 3 juli 1956 ingevoegd en door artikel 5 van de wet van 4 april 1958 vervangen, wordt als volgt gewijzigd :

« 1° in het eerste lid worden de woorden « tien honderdste » vervangen door de woorden « 10,76 honderdste »;

» 2° het tweede lid wordt door de navolgende bepaling vervangen :

» De quota's van deze twee tranches worden onderscheidenlijk op 6,46 en op 4,30 honderdste vastgesteld. »

Art. 5.

In artikel 27, eerste lid, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 20 juni 1956, worden de woorden « 742 500 000 frank » vervangen door de woorden « 647 000 000 frank ».

Art. 6.

In de artikelen 28, eerste lid, en 29, vervangen door de artikelen 13 en 14 van de wet van 3 juli 1956, worden de woorden « zeventien honderdste » vervangen door de woorden « 19,51 honderdste ».

Art. 7.

Artikel 30, vervangen door artikel 15 van de wet van 3 juli 1956, wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« Art. 30. — 60,98 honderdste van het Fonds wordt verdeeld als volgt :

» 1° 3,44 honderdste naar rato van de nettolast der uitgaven voor openbare gezondheid;

» 2° 3,33 honderdste naar rato van de nettolast der uitgaven voor schone kunsten;

» 3° 27,82 honderdste naar rato van de nettolast der uitgaven voor openbaar onderwijs;

» 4° 26,39 honderdste naar rato van de nettolast der schuld, niet inbegrepen de last der kredietopeningen en der niet geconsolideerde kasgeldleningen. »

HOOFDSTUK II.

Overgangsbepalingen.

Art. 8.

Voor de dienstjaren 1959 en 1960, wordt de tranche van het Fonds der gemeenten, bedoeld bij § 2 van artikel 14, van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 3 van deze wet, verdeeld naar rato van de nettolast der uit-

tion publique, déterminée conformément à l'article 16 de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 8 de la loi du 3 juillet 1956, mais préalablement amputée :

1° de la charge nette des suppléments de traitements accordés au personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes en vertu de la loi du 9 avril 1955.

Cette disposition n'est pas applicable aux communes classées dans la catégorie des communes de plus de 100 000 habitants par l'article 32 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire, pour autant qu'elles accordent des suppléments de traitements.

Pour les communes visées à l'alinéa précédent et qui, pour l'année 1959 ou pour l'année 1960, auront accordé avant le 1^{er} octobre 1959 ou avant le 1^{er} avril 1960, un supplément de traitement au personnel enseignant des écoles primaires ou gardiennes, cette dépense, évaluée forfaitairement d'après le taux et le montant du supplément de traitement accordé pour l'exercice pénultième, sera substituée à la charge nette de celui-ci.

2° des interventions en faveur d'écoles libres autres que les écoles de musique, non comprises les charges résultant de la tutelle sanitaire et de l'octroi d'avantages sociaux aux élèves.

De la charge nette ainsi établie, sera défalquée une somme calculée en fonction du nombre d'élèves des écoles communales, conformément aux dispositions suivantes :

1° a) pour les écoles gardiennes, primaires, moyennes et normales, la somme à défalquer par élève sera respectivement de 750 francs, 1 000 francs, 3 250 francs et 3 750 francs;

b) pour les écoles techniques et artistiques, à l'exclusion des écoles de musique, elle sera de 3 250 francs pour l'enseignement de plein exercice et de 600 francs pour l'enseignement à horaire réduit;

2° selon qu'il s'agit de la répartition du Fonds des communes de 1959 ou de 1960, seront pris en considération :

a) dans l'un cas, pour deux tiers le nombre d'élèves de l'année scolaire 1956-1957, et pour un tiers celui de l'année scolaire 1957-1958;

b) dans l'autre cas, pour deux tiers le nombre d'élèves de l'année scolaire 1957-1958, et pour un tiers celui de l'année scolaire 1958-1959.

Art. 9.

Pour les mêmes exercices, la tranche du Fonds des provinces visée à l'article 30, 3°, de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 7 de la présente loi, sera répartie au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique déterminée conformément à l'article 31 de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 16 de la loi du 3 juillet 1956. Toutefois :

1° pour l'établissement de cette charge nette, seront comptées à 120 % de leur montant, les dépenses suscitées par la délivrance gratuite de fournitures classiques dans les écoles primaires et gardiennes;

2° seront déduites de la charge nette, les interventions en faveur d'écoles libres autres que les écoles de musique, non comprises les dépenses visées au 1° ci-dessus, ni les charges résultant de la tutelle sanitaire et de l'octroi d'avantages sociaux aux élèves.

gaven voor openbaar onderwijs, vastgesteld overeenkomstig artikel 16 van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 8 van de wet van 3 juli 1956, maar vooraf verminderd :

1° met de nettolast van de weddebijslagen toegekend aan het onderwijzend personeel van de lagere en bewaarscholen krachtens de wet van 9 april 1955.

Deze bepaling is niet van toepassing op de gemeenten ingedeeld in de klasse der gemeenten met meer dan 100 000 inwoners bij artikel 32 van de gecoördineerde wetten op het lager onderwijs, voor zover zij weddebijslagen toekennen.

De bij het vorige lid bedoelde gemeenten die, voor het jaar 1959 of voor het jaar 1960, vóór 1 oktober 1959 of vóór 1 april 1960, aan het onderwijzend personeel der lagere of der bewaarscholen een weddebijslag zullen hebben toegekend, zal deze uitgave, forfaitair geraamd volgens de voet en het bedrag van de voor het voorlaatste dienstjaar toegekende weddebijslag, in de plaats gesteld worden van de nettolast van deze.

2° met de tegemoetkomingen aan vrije scholen andere dan de muziekscholen, niet inbegrepen de lasten voortvloeiende uit het medisch toezicht en uit het toekennen van sociale voordelen aan de leerlingen.

De derwijze vastgestelde nettolast wordt verminderd met een som berekend op basis van het aantal leerlingen van de gemeentescholen, overeenkomstig de volgende bepalingen :

1° a) voor de bewaar-, lagere, middelbare en normaal-scholen bedraagt de in mindering te brengen som per leerling onderscheidenlijk 750 frank, 1 000 frank, 3 250 frank en 3 750 frank;

b) voor de technische scholen en deze voor kunstonderwijs, met uitsluiting van de muziekscholen, zal zij 3 250 frank bedragen voor het onderwijs met volledig leerplan en 600 frank voor het onderwijs met beperkt leerplan;

2° naar gelang het de verdeling betreft van het Fonds der gemeenten van 1959 of van 1960, moeten in aanmerking worden genomen :

a) in het ene geval, voor twee derde het aantal leerlingen van het schooljaar 1956-1957, en voor één derde dat van het schooljaar 1957-1958;

b) in het andere geval, voor twee derde het aantal leerlingen van het schooljaar 1957-1958, en voor één derde dat van het schooljaar 1958-1959.

Art. 9.

Voor dezelfde dienstjaren, zal de tranche van het Fonds der provinciën bedoeld bij artikel 30, 3°, van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 7 van deze wet, worden verdeeld naar rato van de nettolast der uitgaven voor openbaar onderwijs vastgesteld overeenkomstig artikel 31 van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 16 van de wet van 3 juli 1956. Evenwel :

1° dienen, voor de vaststelling van deze nettolast, de uitgaven voortvloeiende uit de kosteloze verstrekking van schoolbehoeften in de lagere en bewaarscholen, voor 120 % van hun bedrag te worden aangerekend;

2° dienen van de nettolast te worden afgetrokken, de tegemoetkomingen ten gunste van de vrije scholen andere dan de muziekscholen, niet inbegrepen de uitgaven bedoeld onder bovenstaand 1° noch de lasten voortvloeiende uit het medisch toezicht en uit de aan de leerlingen verleende sociale voordelen.

De la charge nette ainsi établie sera défalquée une somme calculée en fonction du nombre d'élèves des écoles provinciales, selon les règles fixées par l'article 8, deuxième alinéa, de la présente loi.

Art. 10.

Les communes qui, dans la répartition du Fonds des communes pour l'exercice 1958, ont obtenu une majoration de la dotation de base en exécution de l'article 11, § 4, de la loi du 24 décembre 1948 et de l'arrêté royal du 22 mai 1958, en conserveront le bénéfice pour les répartitions afférentes aux exercices 1959 et 1960.

CHAPITRE III.

Dispositions finales.

Art. 11.

Le crédit global de 6 295 319 000 francs ouvert pour le Fonds des communes et le Fonds des provinces sous l'article 24, litteras 2 et 3, du budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1959, est remplacé par les crédits suivants :

« Art. 24. — Littera 2. Fonds des communes : 5 611 344 000 francs.

» Littera 3. Fonds des provinces : 744 millions 50 000 francs. »

Art. 12.

La présente loi a effet le 1^{er} janvier 1959.

Bruxelles, le 7 juillet 1959.

Le Président du Sénat.

Les Secrétaires.

De aldus bepaalde nettolast zal verminderd worden met een som berekend op basis van het aantal leerlingen der provinciale scholen volgens de regelen gesteld bij artikel 8, tweede lid, van deze wet.

Art. 10.

De gemeenten die, in de verdeling van het Fonds der gemeenten, voor het dienstjaar 1958, een verhoging van de basisdotatie hebben bekomen in uitvoering van artikel 11, § 4, van de wet van 24 december 1948 en van het koninklijk besluit van 22 mei 1958, zullen er het genot van behouden voor de verdelingen betreffende de dienstjaren 1959 en 1960.

HOOFDSTUK III.

Slotbepalingen.

Art. 11.

Het globaal krediet van 6 295 319 000 frank, onder artikel 24, littera's 2 en 3, van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor het dienstjaar 1959 geopend ten behoeve van het Fonds der gemeenten en van het Fonds der provinciën wordt door de navolgende kredieten vervangen :

« Art. 24. — Littera 2. Fonds der gemeenten : 5 611 344 000 frank.

» Littera 3. Fonds der provinciën : 744 miljoen 50 000 frank. »

Art. 12.

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1959.

Brussel, 7 juli 1959.

De Voorzitter van de Senaat.

P. STRUYE.

J. JESPERS.
J. CRAEYBECKX.

De Secretarissen.